



RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE

*Liberté
Égalité
Fraternité*



UNIVERSITÉ DE CAEN NORMANDIE

DIRECTION DE LA COMMANDE PUBLIQUE

CAHIER DES CLAUSES PARTICULIERES

MARCHÉ DE FOURNITURES PASSÉ EN APPEL D'OFFRES

**Achat de matériels d'hébergement
et de logistique pour rongeurs**

N°2025977ACFO026



Normandie Université

Campus 1
Esplanade de la Paix · CS 14032 · 14032 Caen cedex 5
marches.publics@unicaen.fr
www.unicaen.fr

Table des matières

Article 1 - Objet du contrat.....	4
1.1 - Définition du besoin à couvrir et description technique	4
1.2 - Prestations annexes	10
1.2.1 - Garantie des prestations	10
1.2.2 - Maintenance des prestations.....	10
1.3 - Variantes	10
Article 2 - Localisation et temporalité	10
2.1 - Lieux d'exécution	10
2.2 - Date et délai d'exécution et reconduction.....	11
2.2.1 - Date de démarrage.....	11
2.2.2 - Délai d'exécution et prolongation.....	11
2.2.3 – Délais des bons de commande / marchés subséquents	11
Article 3 - Dispositions générales du contrat	11
3.1 - Type d'accord-cadre	11
3.2 - Marché complémentaire.....	11
3.3 - Exclusions	11
3.4 - Pièces contractuelles.....	12
Article 4 - Confidentialité et mesure de sécurité	12
Article 5 - Prix	12
5.1 - Caractéristiques des prix pratiqué	12
5.2- Modalités d'actualisation des prix	12
5.3- Modalités de révision des prix	12
Article 6- La clause limite dite de « sauvegarde »	12
Article 7- Avance.....	12
Article 8- Modalités de règlement des comptes	13
8.1- Acomptes et paiements partiels définitifs	13
8.2 - Présentation des demandes de paiement	13
8.3 - Délai global de paiement.....	14
8.4 - Paiement des cotraitants et sous-traitants	14
Article 9 - Clause environnementale	14
Article 10 - Pénalités.....	15
10.1 - Pénalités de retard	15
10.2 - Pénalité pour travail dissimulé	15
10.3 - Pénalité pour manquement aux obligations contractuelles	15
Article 11 - Clause de réexamen.....	15

Article 12 - Circulation des pièces administratives	15
Article 13 – Constatations de l'exécution des prestations	16
Article 14 - Assurances	16
Article 15 - Résiliation du contrat.....	16
15.1 - Conditions de résiliation.....	16
15.2 - Arrêt des prestations.....	16
Article 16 - Redressement ou liquidation judiciaire	17
Article 17 - Règlement des litiges et langues	17
Article 18 - Dérogations.....	17

Article 1 - Objet du contrat

1.1 - Définition du besoin à couvrir et description technique

Le CURB de l'université de Caen Normandie est doté de matériels d'hébergement et de logistique notamment pour rongeurs.

Les unités de recherche de l'université de Caen sont aussi installées dans les locaux du GIP Cyceron attenant au CURB

Le présent accord fait l'objet d'achat de matériels d'hébergement et de logistique pour rongeurs

Le CURB est actuellement équipé de portoirs ventilés pouvant accueillir des cages de types 1284L, 1291H et EM500. Ces portoirs ventilés sont reliés à des centrales de ventilation (IVC) de type Smart Flow qui sont bien spécifiques car compatibles avec les 3 types de cages utilisés et précédemment cités, c'est-à-dire que le calibrage de ventilation de ces IVC est programmé pour ces types de cages et leurs connectiques de raccords sont faites pour ces mêmes portoirs.

Les gros équipements, tels que les laveurs de cages et de biberons, ont des cycles de nettoyage programmés en fonction de l'utilisation et des matières de compositions des matériels précédemment décrits.

L'accord-cadre est décomposé comme suit :

Lot	Description du lot	Code CPV	Désignation du code CPV	Montant estimé pour la durée du marché	Montant maxi pour la durée du marché
1	Achat de cages, portoirs et matériels associés	39180000	Mobiliier de laboratoire	500 000 €HT	1 million €HT
2	Achat de matériels d'animalerie			750 000 €HT	2 millions €HT

Description technique des lots

LOT 1 : achat de cages, portoirs et matériels associés

Portoir ventilé complet :

Les cages doivent être ventilées individuellement afin d'assurer la protection des animaux et/ou de l'environnement grâce à une barrière efficace par pression d'air : performances du système proposé à expliciter. Afin de rester dans la polyvalence et optimisation des ressources actuelles, le fournisseur pourra proposer des portoirs et cages ventilées qui pourront idéalement s'adapter aux unités existantes de marque Tecniplast : unités Smart Flow et unités Slim line.

- Le nettoyage général du portoir et plus particulièrement des tubulures qui distribuent l'air devra être aisé afin de faciliter la tâche du personnel.
- Pour le confort des animaux, la diffusion de l'air dans la cage doit se faire horizontalement et idéalement au niveau du couvercle mais dans tous les cas avec une vitesse inférieure à 0,2 m/s à l'approche des animaux.
- Chaque cage doit être munie d'un filtre de qualité microbiologique, hydrophobe, lavable et autoclavable garantissant le confinement de la cage une fois déconnectée du portoir ainsi que la survie des animaux ou en cas de panne, autonomie à préciser.

- Préciser la hauteur de la base de la cage du bas et la base de la cage du haut.

Capacité :

Les portoirs devront accueillir un maximum de cages dans un minimum d'espace sans dépasser 1m80 de long.

- Le portoir ventilé complet devra assurer à la fois une densité mais aussi une ergonomie optimale.
- Les portoirs devront être démontables ou avoir une hauteur totale hors tout, inférieure au passage des portes.
- Le déplacement des portoirs d'une pièce à l'autre devra être aisé et ergonomique (dimensions et poids des portoirs proposés à mentionner).
- Chaque cage sera supportée par le portoir grâce à des glissières en matériau plastique. Le maintien en position de ces cages devra être assuré par ces mêmes glissières et un indicateur visuel de bon positionnement de la cage devra être présent.
- La manipulation du biberon 340ml doit se faire sans retirer le couvercle afin de réduire la fréquence d'ouverture de la cage et donc les risques de contamination.
- Les cages doivent être en polysulfone pour résister dans le temps aux lavages et autoclavages répétitifs.

Cages :

- Les cages disposeront, conformément à la réglementation en vigueur, d'une surface au sol de 500 cm² minimum pour permettre d'héberger 4 à 6 souris.
- Un enrichissement intégré à la cage sera un plus. Une attention particulière sera portée sur le visuel des animaux dans la cage.

Très soucieux de l'ergonomie et de la sécurité lors des opérations de change des cages, l'université de Caen Normandie apportera une grande attention à ces deux points et tout point permettant d'améliorer l'ergonomie lors des opérations de change.

Unité de ventilation :

Afin de rester dans la polyvalence et optimisation des ressources actuelles, le fournisseur pourra proposer des unités de ventilation qui devront idéalement s'adapter aux portoirs existants de marque Tecniplast.

- L'unité devra pouvoir être connectée à plusieurs portoirs et ainsi minimiser le nombre de moteurs dans une pièce.
- Les réglages se feront grâce à un écran tactile. Le système signalera par l'intermédiaire d'alarmes toute valeur non-conforme au débit de soufflage, d'extraction, de la température et du pourcentage d'humidité relative. De même, qu'une alarme préviendra le remplacement des filtres HEPA, suffisamment longtemps en avance.
- Une connexion à une alarme centralisée du bâtiment pour le report de ces alarmes serait appréciée.
- L'accès aux préfiltres et aux filtres HEPA H14 devra être aisé pour les opérations d'entretiens et le change devra se faire dans des conditions ergonomiques et sécurisées pour les opérateurs.

Matériels spécifiques et adaptés pour la manutention des matériels d'animalerie :

- Biberons, tétines, grilles, bacs à cages, paniers adaptés au lave-biberon, racks à roulettes pivotantes.
- Chariots à cages pour rats et souris à roulettes pivotantes.

Service après-vente

Le service après-vente sera effectué par le personnel qualifié de l'entreprise titulaire du marché. Le fournisseur précisera les modalités d'intervention de son service après-vente (intervention sous 48h maximum).

Il sera demandé au titulaire les prestations suivantes pour équipement du CURB (DQE) :

- la participation aux réunions de chantier et coordination autant que nécessaire ;
- la réalisation des études en coordination avec le Bureau d'Etudes Techniques ;
- la mise en place de l'équipement, le montage et assemblage de tous les composants
- la mise en service des équipements
- la formation des personnels au fonctionnement de l'équipement et aux procédures d'entretien courant.

Suivi du projet

Le suivi des chantiers préparatoires à l'installation avec notamment une interface avec les titulaires d'autres lots tel que plomberie, bâtiment ou bureau d'étude est requis. La participation à des réunions de suivi pourra être demandée.

La désignation d'un interlocuteur unique possédant les compétences techniques nécessaires à ce type d'installation sera un plus.

Livraison et acheminement

- L'équipement sera livré module par module et sera assemblés sur place.
- L'ensemble des composants doit pouvoir être acheminés au travers des accès actuels.
- Présence d'un technicien du titulaire à la livraison
- Date de livraison à convenir au préalable avec le client
- Reprise des emballages par le titulaire

Mise en service, formation et réception

La mise en service du système sera effectuée immédiatement après l'installation et la mise à disposition des utilités nécessaires au fonctionnement.

A la suite de la mise en service, la prestation offerte par le fournisseur devra inclure également la formation des utilisateurs.

Celle-ci sera effectuée par des techniciens qualifiés, en langue française et sera réalisé sur la base d'un support de formation rédigé en français.

La réception sera prononcée après mise en service et formation des personnels. Elle donnera lieu à la signature d'un PV de réception dont la date de signature fera office de départ de la garantie constructeur.

LOT 2 : achat de matériels d'animalerie

TABLE DE VIDAGE

- Longueur entre 1000mm et 1400mm
- Equipement entièrement fabriqué en acier inoxydable AISI 304L
- Equipée d'un mitigeur d'eau, utilisation robinet ou douchette
- Portes avant sur charnières pour accès aisé à l'espace de rangement
- Glissières en matériaux plastiques anti-frottement pour déplacement des paniers biberons sur la ligne de traitement
- Vidage des biberons par simple retournement du panier sur la glissière nylon.
- Récupération des capsules directement dans un panier dédié situé en-dessous des paniers biberons.
- Conception de la table évitant toute rétention d'eau

LAVE BIBERONS

- Longueur entre 600 et 800mm
- 36 buses fixes pour le lavage de l'intérieur des biberons (lavage de 36 biberons toutes les 2 minutes)
- 2 bras rotatifs : 1 bras pour la phase de rinçage et 1 bras pour le lavage des surfaces externes de biberons
- Sélection du programme de lavage suivant le type de matériel à laver
- Les températures à atteindre sont de 50-60°C pour le lavage et 80-90°C pour le rinçage
- La puissance des pompes de lavage et de rinçage sera détaillée
- Chambre de lavage, de format compact, fabriquée en plaques d'acier inoxydable pliées et soudées, avec des angles arrondis et polis pour éviter la formation de zones de rétention de salissures

TABLE DE REMPLISSAGE

- Longueur de 1200mm
- Equipement entièrement fabriqué en acier inoxydable AISI 304L
- Portes avant sur charnières pour accès aisé à l'espace de rangement
- Manifold 36 buses de remplissage, permettant le remplissage simultané de 36 biberons (soit 2 paniers)
- Buses de remplissage inox
- Flushing Automatique
- Programmation de 3 volumes de remplissage différents
- Glissières en matériau plastique anti-frottement qui facilitent le déplacement du panier depuis l'intérieur de la chambre de la machine de lavage jusqu'à la table de remplissage
- Conception de la table évitant toute rétention d'eau

Hotte d'évacuation des litières :

Hotte d'évacuation des litières conçue de manière à protéger l'opérateur et l'environnement contre l'exposition aux allergènes et contaminants en suspension dans l'air pendant les opérations d'évacuation de litière.

- Surface de travail large (minimum 1000 x 800mm)
- Hauteur de travail ajustable par l'opérateur en fonction de ses besoins
- Système aspirant d'air environnant dans la zone de travail à une vitesse moyenne $\geq 0,5$ m/s
- Ouverture frontale de la hotte créant une barrière de flux d'air homogène
- Large ouverture frontale (minimum 900 x 600 x 550mm)
- Air préfiltré et filtré en filtre HEPA pour une filtration biologique avant de rejeter l'ensemble dans l'air ambiant
- Entretien facilité : surfaces intérieures et extérieures à coins arrondis.
- La trémie de vidage en acier inox poli pour avoir une surface lisse facilement nettoyable et décontaminable
- Poubelle de récupération des litières sales en dessous de la trémie de vidage avec accès fermé par portes en partie basse de la hotte
- Chariot support pour récupération de poubelle en inox et mobile
- Equipement muni d'un système d'alarmes visuelles et sonores en cas de dysfonctionnement du flux. Interface de commande assurée par le biais d'un panneau de contrôle simple
- Branchement sur une prise électrique standard

Machine à laver pour cages :

Machine à laver (acier inoxydable) pour cages/biberons en animalerie conventionnelle rongeurs.

- Capacité de lavage :
 - Petites cages : environ 20- cages par cycle
 - Grandes cages : environ 10 cages par cycle
- Bras oscillants avec circuits de lavage et de rinçage séparés
- Pompe dédiée au rinçage
- Bras oscillants pneumatiques facilement démontables
- Deux niveaux de chargement inclinables pour cages rongeurs ; pas besoin de matériel spécifiques ou de présentoirs
- Porte vitrée en façade pour le suivi de cycle (verre trempé double épaisseur)
- Ouverture de la porte en guillotine pour un confort de chargement et un gain d'espace en laverie
- Pompe de dosage pour agent chimique
- Phase de lavage via recirculation de l'eau
- Volume minimal de rinçage (20 litres) et récupération de cette eau dans le bas de lavage
- Pilotage par automate avec écran tactile en façade
- Accès aisé aux filtres et sans outils
- Système de chauffage électrique
- Ventilateur pour extraction des vapeurs en fin de cycle

Système de distribution de litières :

- Longueur de 1400mm maximum et profondeur de 900mm maximum

- Système indépendant (il est à noter que le CURB ne dispose pas de circuit d'air comprimé)
- Hauteur de travail ajustable par l'opérateur en fonction de ses besoins
- Déplaçable par l'opérateur avec roulettes pivotantes, dont 2 sont munies de frein
- Unique compartiment pour le stockage et rechargement en litière (150L)
- Déclenchement de versement de litière dans la cage sans contact
- Capteur de niveau bas
- Surfaces lisses et accessibles, pour un nettoyage facilité
- La grille support de la zone de remplissage, nettoyable et retirable pour faciliter le nettoyage
- Filtres accessibles pour maintenance

Service après-vente

Le service après-vente sera effectué par le personnel qualifié de l'entreprise titulaire du marché. Le fournisseur précisera les modalités d'intervention de son service après-vente (intervention sous 48h maximum).

Il sera demandé au titulaire les prestations suivantes pour le premier équipement du CURB (DQE) :

Suivi du projet

Le suivi des chantiers préparatoires à l'installation avec notamment une interface avec les titulaires d'autres lots tel que plomberie, bâtiment ou bureau d'étude est requis. La participation à des réunions de suivi pourra être demandée.

La désignation d'un interlocuteur unique possédant les compétences techniques nécessaires à ce type d'installation sera un plus.

Livraison et acheminement

- L'équipement sera livré module par module et sera assemblés sur place.
- L'ensemble des composants doit pouvoir être acheminés au travers des accès actuels.
- Présence d'un technicien du titulaire à la livraison
- Date de livraison à convenir au préalable avec le client
- Reprise des emballages par le titulaire

Mise en service, formation et réception

La mise en service du système sera effectuée immédiatement après l'installation et la mise à disposition des utilités nécessaires au fonctionnement.

A la suite de la mise en service, la prestation offerte par le fournisseur devra inclure également la formation des utilisateurs.

Celle-ci sera effectuée par des techniciens qualifiés, en langue française et sera réalisé sur la base d'un support de formation rédigé en français.

La réception sera prononcée après mise en service et formation des personnels. Elle donnera lieu à la signature d'un PV de réception dont la date de signature fera office de départ de la garantie constructeur.

Les prestations du fournisseur comprennent les éléments suivants :

- la participation aux réunions de chantier et coordination autant que nécessaire ;
- la réalisation des études en coordination avec le Bureau d'Etudes Techniques ;
- la mise en place de l'équipement, le montage et assemblage de tous les composants
- la mise en service des équipements
- la formation des personnels au fonctionnement de l'équipement et aux procédures d'entretien courant.

1.2 - Prestations annexes

1.2.1 - Garantie des prestations

Les prestations livrées font l'objet d'une garantie minimale d'un an, selon l'article 33 du CCAG-FCS. Le point de départ de ce délai de garantie est la date de notification de la décision d'admission.

1.2.2 - Maintenance des prestations

La maintenance des prestations livrées, comprend les interventions demandées par le pouvoir adjudicateur en cas de fonctionnement defectueux de l'un des éléments faisant l'objet du marché, ainsi que l'entretien préventif, conformément à l'article 32 du CCAG-FCS.

1.3 - Variantes

L'université laisse la possibilité aux candidats de présenter des variantes à l'offre de base en indiquant clairement dans leur offre qu'il s'agit d'une proposition de variante.

Les variantes doivent respecter les exigences techniques minimales indiquées au DCE.

Elles doivent conduire à des propositions techniques ou financières équivalentes ou plus performantes ou encore aboutir à une amélioration de l'offre en matière de responsabilité environnementale ou sociale.

Article 2 - Localisation et temporalité

2.1 - Lieux d'exécution

Université de Caen Normandie

CURB

GIP CYCERON

Boulevard Henri Becquerel

14 000 CAEN

2.2 - Date et délai d'exécution et reconduction

2.2.1 - Date de démarrage

L'accord-cadre est conclu pour une période initiale de 1 an à compter de sa notification.

Des bons de commandes pourront être émis jusqu'au dernier jour de l'accord-cadre. Leurs effets perdureront jusqu'à livraison des fournitures et/ou réalisation des prestations commandées. Cette durée ne peut dépasser 1 an.

2.2.2 - Délai d'exécution et prolongation

L'accord-cadre est reconduit tacitement jusqu'à son terme. Le nombre de périodes de reconduction est fixé à 3. La durée de chaque période de reconduction est de 1 an. La durée maximale du contrat, toutes périodes confondues est 4 ans.

Toutefois, il prendra fin avant ce délai dès que le montant maximum indiqué à l'article 3.1 sera atteint.

La reconduction est considérée comme acceptée si aucune décision écrite contraire n'est prise par le pouvoir adjudicateur au moins 3 mois avant la fin de la durée de validité de l'accord-cadre. Le titulaire ne peut pas refuser la reconduction.

Une prolongation du délai d'exécution peut être accordée par le pouvoir adjudicateur dans les conditions de l'article 13 du CCAG-FCS.

2.2.3 – Délais des bons de commande / marchés subséquents

Des bons de commandes/marchés subséquents pourront être émis jusqu'au dernier jour de l'accord-cadre. Leurs effets perdureront jusqu'à livraison des fournitures et/ou réalisation des prestations commandées. Cette durée ne peut dépasser 1 an.

Article 3 - Dispositions générales du contrat

3.1 - Type d'accord-cadre

L'accord-cadre sans minimum et avec un maximum de 3 millions d'euros HT pour les deux lots est passé en application de l'article R2162-4 du code de la commande publique. Il donnera lieu à l'émission de bons de commande sur BPU, DQE ou sur devis. L'accord-cadre est attribué à un seul opérateur économique par lot.

3.2 - Marché complémentaire

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de confier ultérieurement au titulaire du marché, en application de l'article R2122-4 du Code de la Commande Publique, un ou plusieurs nouveaux accords-cadres ayant pour objet des livraisons complémentaires.

Chaque nouvel accord-cadre doit être conclu dans les trois ans à compter de la notification du présent marché.

3.3 - Exclusions

Sans objet

3.4 - Pièces contractuelles

Par dérogation à l'article 4 du CCAG-FCS, les pièces contractuelles du marché sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans cet ordre de priorité :

- L'acte d'engagement (AE)
- Le présent Cahier des Clauses Particulières (CCP)
- Le Cahier des Clauses Administratives *Générales* – FCS approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 (<https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043310341>)
- L'offre technique et financière du candidat
- Les pièces modificatives ultérieures (Avenants, acte de sous-traitance, DC4)

Article 4 - Confidentialité et mesure de sécurité

Le présent marché comporte une obligation de confidentialité telle que prévue à l'article 5.1 du CCAG-FCS. Les prestations sont soumises à des mesures de sécurité conformément à l'article 5.3 du CCAG6FCS.

Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et/ou des mesures de sécurité.

Article 5 - Prix

5.1 - Caractéristiques des prix pratiqué

Les prestations sont réglées par un prix ferme selon les termes de l'acte d'engagement.

Les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement la prestation, y compris les frais de port, d'installation ou de formation.

5.2- Modalités d'actualisation des prix

Les prix sont fermes, et non actualisables.

5.3- Modalités de révision des prix

Les prix sont révisables.

Le titulaire peut demander une révision de son BPU 2 mois avant la date anniversaire du début de contrat, sous réserve d'acceptation du pouvoir adjudicateur.

Le DQE pourra être révisé au moment de la commande de premier équipement.

Article 6- La clause limite dite de « sauvegarde »

La clause limitative dite "de sauvegarde" s'applique : le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de résilier sans indemnité la partie non exécutée du marché à la date d'application de la nouvelle référence lorsque l'augmentation de cette référence est supérieure à 2% l'an.

Article 7- Avance

Conformément à l'option B de l'article 11.1 du CCAG-FCS, une avance de 5 % est accordée au titulaire lorsque le montant initial du marché/ le montant du bon de commande/ le montant de la tranche est supérieur à 50 000 € HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à 2 mois, dans les conditions des articles R-2191-3 et suivants du code de la commande publique.

Nota : *Dès lors que le titulaire remplit les conditions pour bénéficier d'une avance, une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct suivant les mêmes dispositions (taux de l'avance et conditions de versement et de remboursement ...) que celles applicables au titulaire du marché.*

Article 8- Modalités de règlement des comptes

8.1- Acomptes et paiements partiels définitifs

Les modalités de règlement des comptes sont définies dans les conditions de l'article 11.2 du CCAG FCS : lorsque le marché fixe uniquement la périodicité des acomptes, le montant de chacun d'eux est déterminé par l'acheteur, sur la base du descriptif des prestations effectuées et de leur montant produit par le titulaire. Chaque acompte fait l'objet d'une demande de paiement.

La facturation intervient en une fois après le service réalisé (livraison effectuée et/ou prestations réalisées).

8.2 - Présentation des demandes de paiement

Les demandes de paiement comportent les indications suivantes :

- le nom ou la raison sociale du créancier ;
- le cas échéant, la référence d'inscription au répertoire du commerce ou des métiers ;
- le cas échéant, le numéro de SIREN ou de SIRET ;
- le numéro du compte bancaire ou postal ;
- le numéro du marché et du lot si alloti ;
- le numéro du bon de commande ;
- la date d'exécution des prestations ;
- la nature des prestations exécutées ;
- la désignation de l'organisme débiteur
- Tout rabais, remises, ristournes ou escomptes acquis et chiffrables lors du marché et directement liés au marché ;
- la date de facturation.

Les demandes de paiement devront parvenir dans les conditions suivantes :

Transmission des factures via le portail Chorus pro :

<https://chorus-pro.gouv.fr/>

SIRET UNIQUE : 191 414 085 00016

CODE SERVICE UNIQUE : SFACT

Numéro d'engagement obligatoire : Format du numéro 45xxxxxxxx

NB :

En cas de non-conformité de la facture aux éléments susmentionnés, le titulaire en sera informé et sa facture sera rejetée sur le portail CHORUS PRO.

Cette information vaudra suspension du délai global de paiement jusqu'à réception d'une facture conforme.

La réalisation de CHORUS PORTAIL PRO est confiée à l'Agence pour l'Information Financière de l'Etat (AIFE). Les fournisseurs peuvent obtenir toute information utile auprès de l'AIFE :

- Site AIFE : <https://aife.economie.gouv.fr/nos-applications/chorus-pro/>
- Courriel AIFE : ccp2017.aife@finances.gouv.fr

8.3 - Délai global de paiement

Les sommes dues au(x) titulaire(s) seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des demandes de paiement ou de la date d'exécution des prestations si elle est postérieure.

Le dépassement du délai de paiement ouvre de plein droit et sans aucune formalité pour le titulaire du marché le bénéfice d'intérêts moratoires conformément aux articles R2192-31 et suivants du code de la commande publique.

8.4 - Paiement des cotraitants et sous-traitants

En cas de cotraitance :

Le mandataire dépose les factures des cotraitants via le portail Chorus Pro. A défaut, le mandataire devra valider les factures déposées pour les cotraitants via ce portail.

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations ;

En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire.

Par dérogation à l'article 12.1.3 du CCAG Fournitures Courantes et Services, chaque cotraitant est habilité à transmettre ses demandes de paiement visées par le mandataire.

Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon l'article 12.1 du C.C.A.G.-F.C.S.

En cas de sous-traitance :

Le paiement des sous-traitants s'effectue conformément aux articles R2193-10 à 16 du code de la commande publique via le portail Chorus pro.

Article 9 - Clause environnementale

Le titulaire veille à limiter l'impact environnemental des livraisons et du transports des produits transportés, conformément à l'article 21.1 du CCAG FCS disposant que Le titulaire veille à limiter l'impact environnemental des livraisons et du transport des produits proposés. La planification du transport de ces marchandises doit permettre, lorsque cela est compatible avec les besoins de l'acheteur, d'éviter la circulation pendant les heures de pointe. Le titulaire privilégie le transport groupé des marchandises objets du marché afin de réduire les déplacements des véhicules de livraison. Il favorise les modes de transports les plus respectueux de l'environnement, notamment les véhicules à faibles émissions, les modes de transports doux ou alternatifs à la route.

Article 10 - Pénalités

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'appliquer ou non les pénalités ci-dessous.

10.1 - Pénalités de retard

Lorsque le délai contractuel d'exécution ou de livraison est dépassé, par le fait du titulaire, celui-ci encourt, par jour de retard et sans mise en demeure préalable, une pénalité fixée à 1.0/1000, conformément aux stipulations de l'article 14.1 du CCAG-FCS./CCAG-TIC

Le titulaire est exonéré des pénalités dont le montant total ne dépasse pas 1 000,00 € pour l'ensemble du marché, conformément aux stipulations de l'article 14 du CCAG-FCS

10.2 - Pénalité pour travail dissimulé

Si le titulaire du marché ne s'acquitte pas des formalités prévues par le Code du travail en matière de travail dissimulé par dissimulation d'activité ou d'emploi salarié, le pouvoir adjudicateur applique une pénalité de 150,00 €.

Le montant de cette pénalité ne pourra toutefois pas excéder le montant des amendes prévues à titre de sanction pénale par le Code du travail en matière de travail dissimulé.

10.3 - Pénalité pour manquement aux obligations contractuelles

Les manquements du titulaire à ses obligations contractuelles peuvent donner lieu à pénalités. Les pénalités ne présentent aucun caractère libératoire/ Le titulaire est donc intégralement redevable de ses obligations contractuelles et notamment des prestations dont l'inexécution a donné lieu à l'application de pénalités.

Article 11 - Clause de réexamen

Les parties pourront, notamment par voie d'avenant, modifier le marché dans les conditions de l'article R2194-1 du code de la commande publique. Elles pourront plus particulièrement se rencontrer, à la demande expresse de l'une d'entre elles, afin d'examiner la possibilité de faire évoluer certaines dispositions du marché, dont celles relatives aux conditions d'exécution de la prestation, d'ajout ou de retrait de prestation, ou à leur durée et ce quel qu'en soit le montant (y compris, s'agissant des accords-cadres, le montant maximum).

Ces évolutions, ne devront pas conduire à modifier substantiellement les conditions économiques du marché.

Article 12 - Circulation des pièces administratives

Concernant la circulation des pièces administratives :

- 1- Toute modification visant à l'élaboration d'un avenant est adressée à l'acheteur qui les validera et les transmettra à la Direction de la Commande Publique de l'Université de Caen Normandie.
- 2- Le titulaire du marché doit signaler à la Direction de la Commande Publique tout changement d'adresse, de Siret ou de RIB en cours de marché.
- 3- Tous les documents techniques demandés en cours de marché (notices, modes d'emploi, échantillons, etc.) seront adressés à l'acheteur.
- 4- En cas de cession de créance, celles-ci doivent être adressées à l'agent comptable de l'Université après obtention de l'exemplaire unique auprès de la Direction de la Commande Publique.
- 5- En cas d'affacturage, les pièces administratives doivent être transmises à l'agence comptable.

Article 13 – Constatations de l'exécution des prestations

13.1 - Vérifications

Les vérifications quantitatives et qualitatives simples seront effectuées au moment même de la livraison de la fourniture ou de l'exécution de service (examen sommaire) conformément aux articles 27 et 28.1 du CCAG-FCS.

13.2 - Décision après vérification

A l'issue des opérations de vérification, le pouvoir adjudicateur prendra sa décision dans les conditions prévues aux article 30 du CCAG-FCS.

Article 14 - Assurances

Conformément aux dispositions de l'article 9 du CCAG-FCS/CCAG-TIC, tout titulaire (mandataire et cotraitants inclus) doit justifier, dans un délai de 15 jours à compter de la notification du contrat et avant tout commencement d'exécution, qu'il est titulaire des contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

Article 15 - Résiliation du contrat

15.1 - Conditions de résiliation

Les conditions de résiliation du marché sont définies aux articles 38 et suivants du CCAG-FCS.

En cas de résiliation du marché pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, le titulaire ne percevra aucune indemnisation.

15.2 - Arrêt des prestations

Conformément au chapitre 7 du CCAG FCS, l'acheteur peut mettre fin à l'exécution des prestations faisant l'objet du marché avant l'achèvement de celles-ci, soit à la demande du titulaire, soit pour faute du titulaire, soit dans le cas des circonstances particulières.

L'acheteur peut également mettre fin, à tout moment, à l'exécution des prestations pour un motif d'intérêt général. Dans ce cas, le titulaire a droit à être indemnisé du préjudice qu'il subit du fait de cette décision.

La décision de résiliation du marché est notifiée au titulaire. La résiliation prend effet à la date fixée dans la décision de résiliation ou, à défaut, à la date de sa notification.

Article 16 - Redressement ou liquidation judiciaire

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire de l'accord-cadre. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution de l'accord-cadre.

Le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution de l'accord-cadre. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation de l'accord-cadre est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution de l'accord-cadre, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

Article 17 - Règlement des litiges et langues

En cas de litige, seul le Tribunal Administratif de Caen est compétent en la matière.

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

Article 18 - Dérogations

L'article 3.4 du présent CCP déroge à l'article 4 du CCAG.FCS

L'article 8.4 du présent CCP déroge à l'article 12.1.3 du CCAG.FCS